

Déclaration de la CGT Educ'action à la CAPA du 31 janvier 2024

Cette première CAPA de l'année 2024 se tient au lendemain du discours de politique générale du premier ministre Gabriel Attal, à l'heure où il est question de « désmicardiser la France ». Parlons-en ! Depuis l'année 2000, le nombre de salarié.es payé.es entre le SMIC et le SMIC +10% a doublé. Il représente presque 1 million d'agents de la fonction Publique. Le Ministre Guérini se vante de « revaloriser le travail des agents publics » avec 300 euros bruts pour l'année 2024...

C'est se moquer de notre travail et de nos conditions d'existence car, dans le même temps, gaz, électricité, assurances, produits alimentaires...

continuent d'augmenter et de bien plus que 25 euros bruts par mois !

Quand l'indice des prix à la consommation augmente de 10.2% depuis janvier 2022, la valeur du point d'indice n'a augmenté que de moitié.

Pour rattraper les pertes salariales depuis 2010, le point d'indice devrait être de 5,70 € et non de 4,92 €. Et ce n'est pourtant pas l'argent qui manque !

- 142 milliards de bénéfices au CAC 40 en 2023

- 67.5 milliards de dividendes versés aux actionnaires + 25 milliards en rachats d'action en 2023

- + 3 milliards d'euros pour le budget de la Défense en 2023 !

Ce 31 janvier 2024 nous sommes aussi quelques semaines du remaniement ministériel dont l'objectif n'était pas un changement de politique mais une tentative de redonner de l'air à un président sans majorité et qui en cherche une à droite. La CGT Educ'action n'en attendait par grand-chose mais constate toutefois qu'Emmanuel Macron a réussi à monter d'un cran dans sa course à l'électorat le plus réactionnaire et dans son mépris vis-à-vis des services publics.

Mépris de l'Éducation nationale, pourtant présentée comme « la mère de toutes les batailles », en nommant un premier ministre qui a utilisé notre ministère de tutelle comme tremplin politique, se rendant populaire à coup d'annonces flattant les clichés les plus éculés sur l'éducation et dont la possibilité de mise en œuvre interroge. Le choix d'une nouvelle ministre, qui fait l'apologie de l'enseignement privé, tout comme celui du périmètre de son ministère laisse pantois. Les 6 prochains mois de préparation des JO percutent l'agenda de l'Éducation consacré à la mise en œuvre des mesures Attal, dangereuses, d'ampleur et improvisées. Si les personnels avaient bien compris que le pilotage politique de leur ministère se faisait maintenant depuis l'Élysée, ils et elles découvrent désormais que la gestion des JO est plus importante que celle d'une Éducation nationale qui craque et peine à recruter. C'est un signal désastreux adressé à celles et ceux qui tiennent le

système à bout de bras et dont les attentes sont fortes en termes de conditions de travail et de rémunération.

Alors oui les propos tenus par la ministre de l'Éducation nationale lors de son premier déplacement ont légitimement choqué les personnels du service public d'éducation. Ces paroles dénigrantes ont provoqué une très vive colère.

Nous réaffirmons ici la force du projet scolaire de l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire ; accueillir partout les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun, respecter et participer à une véritable liberté de conscience notamment pas la construction de l'esprit critique autour de savoirs scientifiques validés.

Le service public d'éducation traverse une crise sans précédent : crise de recrutement, démissions, perte de sens...A l'instar de l'hôpital public, l'École publique n'est pas loin de l'effondrement. Il y a urgence à reconnaître, revaloriser, respecter celles et ceux qui la font vivre, lui donner les moyens d'exercer ses missions, plutôt que de la jeter à la vindicte populaire.

Nous demandons de renoncer au texte réformant la terminale du baccalauréat professionnel afin de poursuivre des enseignements ambitieux pour les élèves de la voie professionnelle. Nous alertons sur les dangers dans la mise en place de groupes de niveaux qui vont à l'encontre des valeurs que nous défendons pour plus de mixité sociale et pour lutter réellement contre les inégalités sociales. L'École doit arrêter de punir nos élèves les plus pauvres en les assignant à la médiocrité ou en raccourcissant leurs congés au prétexte que de toutes façons ils ne partent pas en vacances !

Il y a urgence à changer de logiciel ! La CGT Educ'action demande à Mme la ministre de prendre des engagements à rouvrir très vite des dossiers décisifs pour l'avenir du service public : revalorisation sans contreparties des personnels articulée autour des mesures immédiates et d'une loi de programmation pluriannuelle, abandon du Pacte, création d'un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH et amélioration des conditions de travail, notamment par la baisse des effectifs dans les classes et un plan pluriannuel de recrutement.

Face aux inégalités scolaires et sociales qui minent notre système éducatif, et finalement, notre démocratie, des moyens conséquents doivent être mis au service de la réussite de tous les élèves, sans tri.

Les grands discours sans lendemain, les paroles, les clichés détestables et populistes ... ça suffit ! La CGT Éducation exige des actes forts qui prennent la mesure de la crise que traverse le service public afin d'enrayer l'actuelle dynamique populiste. La CGT Educ'action appelle les personnels à la Grève et à manifester le 1er février 2024.

Les élues de la CGT Educ'action